23 avril 2026 Visio- conférence du MS21 et de l'Élan Populaire

Échanges sur la subordination de l'appareil productif français envers l'UE et les États-Unis

Introduction et présentation de Jean-Pierre Escaffre (JPE)

Jean-Pierre Escaffre ouvre la réunion en revenant sur son parcours professionnel. Ancien responsable universitaire à Rennes puis formateur dans le secteur hospitalier et médico-social, il explique avoir observé durant plusieurs années la pénétration croissante du capital étranger dans le système de santé français, aussi bien à travers les équipements médicaux que les logiciels et les méthodes d'organisation. De retour dans son université d'origine, il s'est ensuite impliqué dans le secteur agroalimentaire breton, alors en crise. Il raconte avoir créé une formation spécialisée destinée aux cadres de la recherche et développement des entreprises agroalimentaires, en lien avec un lycée d'arts culinaires. Cette expérience a fonctionné jusqu'à l'arrivée de groupes américains qui, selon lui, ont profondément transformé le secteur en rachetant des entreprises et en abaissant la qualité des produits industrialisés. Cette introduction sert de point de départ à une réflexion plus générale sur la souveraineté économique et industrielle française.

I- Jean-Pierre Escaffre : souveraineté nationale et pénétration étrangère

JPE explique qu'il faut partir de la notion de souveraineté nationale pour comprendre la question de la pénétration étrangère dans l'économie française. Selon lui, la souveraineté repose sur plusieurs piliers :

* une culture nationale fortement partagée
* la maîtrise des moyens matériels de production (agriculture, industrie, commerce, banques)
* une organisation nationale de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée, de l'innovation et des entreprises
* une maturité politique permettant à l'État d'être réellement relié à la population

Il précise cependant que souveraineté ne signifie pas autarcie. Les échanges internationaux existent toujours dans un rapport de force. Un pays doit donc pouvoir commercer et coopérer tout en conservant la maîtrise de ses décisions politiques et

économiques. Il insiste sur le fait qu'une dépendance extérieure devient dangereuse lorsqu'elle modifie les choix internes du pays ou affaiblit sa culture et son appareil productif. Comme exemple, il évoque McDonald's, qu'il accuse d'avoir profondément transformé la restauration française et d'exercer une influence sur une partie de l'élevage français à travers les volumes achetés. Selon lui, les relations économiques internationales ne sont utiles que lorsqu'elles permettent d'accélérer le développement national tout en favorisant l'émergence de solutions internes de substitution. Il cite la crise pétrolière des années 1970, qui avait conduit la France à développer massivement le nucléaire et les barrages hydroélectriques.

1. La pénétration étrangère depuis les années 1990

JPE considère que la pénétration étrangère en France s'est accélérée après la disparition de l'Union soviétique et l'approfondissement de l'intégration européenne. Il estime que cette pénétration est passée d'abord par la culture. Il rappelle que dans les années 1980, la majorité des films diffusés en France étaient français, alors qu'aujourd'hui la production nationale serait devenue marginale. Il évoque ensuite l'acceptation politique de l'« attractivité des capitaux étrangers » et cite plusieurs exemples :

* l'introduction de la tarification à l'activité (T2A) dans les hôpitaux, qu'il présente comme un modèle importé des États-Unis
* l'influence des « think tanks » américains
* le rôle des réseaux religieux et financiers
* la domination du dollar dans les échanges internationaux

Il explique que l'économie française des « *Trente Glorieuses* » reposait sur de grandes entreprises nationalisées entourées d'un tissu de PME. Selon lui, cette structure a été progressivement démantelée à partir des années 1990.

2. L'euro et la désindustrialisation

L'entrée dans l'euro a joué un rôle majeur dans la désindustrialisation française. Ainsi :

* l’euro a conduit à une surévaluation de la monnaie française
* le deutsche mark aurait été sous-évalué dans la zone euro
* les entreprises françaises ont perdu en compétitivité à l’exportation
* la France a connu une destruction industrielle massive

Il décrit ensuite le modèle industriel français antérieur qui s’appuyait sur de grands centres de recherche, des liens entre recherche publique et industrie, des entreprises structurantes dans l’énergie, les télécommunications ou le nucléaire et une politique culturelle nationale. Tout cela a été remplacé par une logique d’adaptation au marché mondial et par la dépendance à des financements privés internationaux. JPE critique également le discours managérial du « recentrage sur le cœur de métier », qu’il considère comme une manière de fragmenter les entreprises et de leur faire perdre la maîtrise de leurs activités stratégiques.

3. Les secteurs industriels perdus

JPE cite plusieurs secteurs qui ont été sacrifiés :

* les chantiers navals
* la chimie
* les équipements électriques
* le matériel agricole
* les engrais
* le nucléaire civil
* le ferroviaire
* les équipements industriels

Les grandes entreprises françaises ont perdu entre 1 000 et 1 500 milliards d’euros de chiffre d’affaires annuel et des millions d’emplois ont disparu. Par ailleurs, 53 entreprises stratégiques ont été fermées ou vendues en quinze ans.

4. Le rôle des élites françaises

JPE estime que la bourgeoisie française s'est progressivement dissoute dans les capitaux internationaux. En conséquence :

* les grandes fortunes françaises se concentrent désormais surtout dans le luxe
* les médias ont connu une forte concentration
* des groupes étrangers sont entrés au capital de nombreux médias français
* le patrimoine photographique français a également été vendu

5. La relation avec les États-Unis

D'autre part, les États-Unis ont exercé une pression politique accrue sur la France après le refus de Jacques Chirac de participer à la guerre en Irak. JPE évoque ensuite le bilan calamiteux de l'action de Nicolas Sarkozy :

* retour dans le commandement intégré de l'OTAN
* vente d'une partie des réserves d'or françaises
* alignement sur les États-Unis

A noter une anecdote concernant François Hollande. Lors d'un congrès à Lyon, un universitaire américain proche de « think tanks » américains lui aurait annoncé à l'avance l'élection de Hollande. Cette expérience renforce selon lui l'idée d'une forte influence américaine sur la politique française.

II- Les exemples de résistance industrielle

1-Duralex et les coopératives

JPE cite ensuite plusieurs exemples d'entreprises ayant tenté de résister à la désindustrialisation. Le premier exemple est celui de Duralex. Il explique que l'entreprise, confrontée à des difficultés financières, n'a pas trouvé de soutien bancaire classique mais a réussi à mobiliser rapidement plusieurs millions d'euros auprès de la population. Il cite également la scope *« La Meusienne »,* une usine métallurgique reprise par ses salariés. Selon lui, ces expériences montrent qu'une

mobilisation populaire et coopérative peut permettre de sauver certaines activités industrielles.

2-Intervention de Jean-Luc (JL) : l'imagerie médicale et la reconstruction d'une filière industrielle Jean-Luc prend ensuite la parole pour développer l'exemple du secteur de l'imagerie médicale.

La vente de la Compagnie Générale de Radiologie

Il explique que la France ne possède plus véritablement d'industrie du matériel médical depuis la vente de la Compagnie Générale de Radiologie (CGR) à General Electric. Une première tentative de vente avait été bloquée grâce à l'action syndicale et à l'intervention du ministre communiste de la Santé Jacques Ralite. Mais une seconde opération, au début des années 1990, a abouti. JL rappelle que :

* les États-Unis ne disposaient alors quasiment pas de présence industrielle dans ce secteur en Europe
* le rachat de la CGR a permis à General Electric de prendre une position dominante
* la France a perdu toute autonomie dans l'imagerie médicale

Le combat autour de Trixell

JL raconte la bataille menée à Grenoble autour de Trixell, une entité issue de l'ancienne CGR et détenue par Thales. Lorsque Thales décide de vendre cette activité en 2012, les salariés et les syndicats mènent un long combat pour empêcher cette vente. Ils développent alors une réflexion stratégique :

* reconstruire une filière française d'imagerie médicale
* créer une structure capable d'assurer le prototypage et le pré-développement
* relancer une capacité industrielle nationale

Les comités stratégiques de filière

JL explique que les syndicats ont participé aux comités stratégiques de filière mis en place sous Arnaud Montebourg. Ils y ont présenté un projet de relance industrielle dans le domaine de l'imagerie médicale. Cependant, ils se sont heurtés aux grands groupes industriels, aux logiques de lobbying et à l'opposition de certains acteurs du secteur pharmaceutique. Il affirme notamment que Sanofi ne souhaitait pas voir se développer fortement le secteur des dispositifs médicaux.

La création d'Accred

Pour contourner ces blocages, une structure coopérative appelée « Accred » a été créée. Jean-Luc décrit cette coopérative comme un regroupement original associant :

* des startups
* des hôpitaux
* des organismes de formation
* des collectivités territoriales
* des syndicats

L'objectif est de reconstruire progressivement une capacité française de recherche et de développement en imagerie médicale. Il insiste sur un point central : la France ne disposerait plus de structures capables d'assurer le prototypage et le pré-développement industriel dans ce domaine.

**** Les difficultés de financement***

JL explique ensuite que les principaux obstacles sont financiers. Ainsi les banques refusent de soutenir ce type de projet, les dispositifs publics ne répondent pas et les discours officiels sur la réindustrialisation ne sont pas suivis d'effets. Il précise que la coopérative aurait besoin de quelques centaines de milliers d'euros pour lancer ses activités.Il raconte également que la direction de Thales aurait empêché une visite régionale du site afin d'éviter que la CGT ne présente son projet.

****Le rôle de la CGT***

Jean-Luc insiste sur le rôle joué par les militants syndicaux. Selon lui, la CGT a agi comme un véritable service public de mise en relation :

* rencontre avec des startups
* contacts avec des hôpitaux
* liens avec des centres de recherche
* construction progressive d'un réseau

Il considère que cette méthode pourrait être reproduite dans d'autres filières industrielles.

3. Le rôle de l'État et la domination américaine

JPE cite d'autres exemples. Il évoque une petite entreprise bretonne qui souhaitait reconditionner du matériel pour personnes handicapées afin de le vendre à bas coût. Selon lui, cette initiative aurait été freinée parce que la Sécurité sociale ne remboursait plus ce type de matériel rénové, favorisant ainsi l'achat d'équipements neufs provenant de grands groupes étrangers.

Les technologies et le numérique

Il insiste ensuite sur la domination américaine dans les technologies numériques et les logiciels. Selon lui :

* la dépendance est à la fois matérielle et logicielle
* les outils américains permettent une collecte massive de données
* les services de renseignement américains disposent d'une puissance considérable

**** Le droit extra-territorial américain***

JPE évoque également le droit extraterritorial américain. Il explique que les États-Unis sanctionnent les entreprises utilisant le dollar ou des composants américains.Ces sanctions auraient conduit à la fragilisation ou à la vente de plusieurs groupes

français.Il cite notamment le cas d'Alstom. Selon lui, la domination du dollar est un instrument majeur de contrôle économique.

3. Intervention de Jean-Michel : bilan industriel et outils de reconstruction

Jean-Michel prend ensuite la parole. Il rappelle qu'un ouvrage collectif avait déjà été publié sur la destruction des industries de santé en France.

La chute de l'industrie française

Il cite plusieurs chiffres :

* avant l'euro, l'industrie représentait environ 22 % du PIB français
* aujourd'hui, elle représenterait moins de 10 %
* la France serait passée du rang de grande puissance industrielle à une situation de déclassement

Il souligne que les hôpitaux français fonctionnent désormais principalement avec du matériel étranger.

Les SCOP et la démocratie économique

Jean-Michel se déclare favorable aux coopératives ouvrières. Il estime qu'un futur gouvernement progressiste devrait mettre en place un véritable statut des SCOP, démocratiser les entreprises et donner davantage de pouvoir aux salariés.

Les instruments nécessaires selon lui

Il interroge ensuite les intervenants sur les moyens nécessaires pour reconstruire l'économie française.Il cite plusieurs pistes :

* un nouveau commissariat général au Plan
* une planification économique

* le retour d’un circuit du Trésor
* la création monétaire nationale
* une réforme du système bancaire

Il évoque également la Russie, qu’il considère comme un exemple de résistance aux sanctions occidentales.

4. Démocratie dans les entreprises et mobilisation populaire

Jean-Pierre Escaffre répond que les réformes institutionnelles ne suffiront pas. Selon lui, la clé est la mobilisation des travailleurs dans les entreprises. Il affirme que les nationalisations de 1981 ont échoué parce qu’elles n’ont pas été accompagnées d’une véritable démocratisation des organisations productives. Il estime que les salariés doivent « prendre les affaires en main » et que les coopératives créent naturellement des réseaux de solidarité. Mais certaines infrastructures stratégiques doivent rester sous contrôle public. Il cite notamment l’énergie, les transports, les infrastructures nationales. Il insiste aussi sur la nécessité d’éviter les concentrations de pouvoir. Selon lui, les grandes concentrations financières doivent être combattues. Il se prononce en faveur d’une étatisation rapide des banques afin de reprendre le contrôle de la circulation monétaire.

5. Intervention de Béatrice : programme politique, souveraineté et monnaie

Béatrice insiste sur la nécessité d’un programme politique clair. Elle distingue plusieurs modèles économiques : économie ultralibérale, économie keynésienne, économie administrée.
Elle estime qu’un projet souverainiste doit proposer :

* des institutions solides
* une politique industrielle
* une réforme de la monnaie
* une formation renforcée des salariés

Elle revient également sur les nationalisations des années 1980. Les syndicats étaient alors puissants et certains projets existaient réellement mais les privatisations ultérieures ont détruit ces avancées. Elle insiste ensuite sur les difficultés liées à l'euro et à la dette publique. Elle considère qu'il faudrait réfléchir à plusieurs scénarios : le maintien dans l'euro, la monnaie commune ou la sortie de l'euro. Elle souligne aussi l'importance de réformer la Constitution et de rééquilibrer les pouvoirs.

6. Intervention de Marie-Lou (ML): austérité européenne et domination financière

Marie-Lou explique qu'elle travaille à une formation syndicale sur la dette publique. Elle estime que les militants sont aujourd'hui désarmés intellectuellement face aux mécanismes économiques et financiers.

**L'Union européenne et l'austérité*

ML rappelle que les politiques d'austérité sont organisées à l'échelle européenne, que les budgets nationaux sont fortement encadrés et que les services publics sont menacés. Elle insiste particulièrement sur le rôle de la finance privée, celui des gestionnaires d'actifs internationaux et la perte de souveraineté monétaire. Elle considère qu'il devient impossible de mener une politique progressiste sans sortir du cadre européen actuel.

**Les BRICS et le dollar*

ML évoque également les BRICS. Selon elle, plusieurs pays cherchent à sortir de la domination du dollar. Elle cite : l'Irak, la Libye, la Syrie. Elle considère que ces exemples montrent la violence des réactions américaines face aux tentatives de remise en cause du système monétaire dominé par le dollar.

**Formation et éducation populaire*

ML insiste enfin sur l'importance de la formation politique et de l'éducation populaire. Selon elle, les médias dominants jouent un rôle d'abrutissement, les citoyens manquent d'informations économiques et il faut créer des liens entre les initiatives locales et les projets industriels alternatifs.

7. Intervention de Martin (PRCF)

Martin, représentant du PRCF, intervient brièvement. Il se présente comme favorable à la sortie de l'euro, à la sortie de l'Union européenne, à la sortie de l'OTAN, et au dépassement du capitalisme. Il estime que l'alternative ne se situe pas entre Keynes et Hayek mais dans une rupture plus profonde avec le système économique actuel. Il insiste sur la nationalisation de la Banque de France, la création monétaire et le financement public de la production.

Jean-Pierre Escaffre répond en rappelant qu'il s'inscrit lui aussi dans une tradition marxiste mais qu'il considère que la notion de « dictature du prolétariat » doit être comprise comme une domination politique sur la bourgeoisie et non comme une dictature au sens classique.

8. Intervention de Patrice : démocratie économique et protectionnisme

Patrice souligne deux notions qu'il considère centrales : la démocratie dans l'entreprise et le protectionnisme. Selon lui, la démocratie devrait entrer dans les entreprises afin d'empêcher certaines ventes, de limiter les délocalisations et de protéger les emplois. Il estime également qu'une économie doit pouvoir se protéger grâce aux droits de douane, aux quotas et à des protections juridiques et monétaires.

Jean-Pierre Escaffre répond qu'il faut effectivement des protections, mais qu'elles ne peuvent fonctionner que si les travailleurs eux-mêmes s'impliquent dans la défense de leur appareil productif. Il rappelle qu'il ne s'agit pas de défendre l'autarcie mais de construire des rapports de force équilibrés.

9. Débat sur l'Union européenne, l'Allemagne et la souveraineté

Béatrice revient ensuite sur les difficultés liées à la dette et à la sortie éventuelle de l'euro. Elle souligne la faiblesse actuelle des savoir-faire industriels ainsi que les difficultés de formation et la domination allemande dans la construction européenne.

JPE affirme alors que :

* « l'euro est le mark »
* l'Allemagne pilote réellement la zone euro
* l'Allemagne poursuit une logique de puissance nationale

Il rappelle que certains responsables allemands avaient explicitement évoqué la France comme prochaine cible après la Grèce lors de la crise de la dette. Il estime également que l'Allemagne pourrait quitter l'euro si celui-ci cessait d'être favorable à ses intérêts.

10. Nationalisations démocratiques et unité souverainiste

Jean-Michel reprend la parole pour synthétiser plusieurs points. Il insiste sur la nécessité :

* de véritables nationalisations démocratiques
* d'un commissariat général au Plan doté de réels pouvoirs
* d'une nationalisation de la Banque de France
* d'une reprise du contrôle de la création monétaire

Il estime que la bourgeoisie française est devenue « compradore », c'est-à-dire subordonnée aux intérêts internationaux et américains. Il affirme également qu'une sortie de l'euro et de l'Union européenne est devenue indispensable. Il regrette enfin les divisions entre les différents mouvements souverainistes et appelle à davantage de coopération.

11. Derniers échanges : Europe des régions, Allemagne et rapport de force

JPE évoque ensuite le projet d'« Europe des régions ». Selon lui, cette logique vise à affaiblir les États-nations. Il cite l'exemple de l'Alsace, qu'il considère progressivement intégrée à un espace transfrontalier dominé par l'Allemagne. Marie-Lou complète cette analyse en rappelant :

* l'expansion économique allemande vers l'Est après la réunification
* l'intégration des pays d'Europe centrale dans les chaînes industrielles allemandes
* la puissance économique acquise par l'Allemagne grâce à cette stratégie

Elle insiste également sur les contraintes imposées par les traités européens et sur les sanctions prévues contre les États qui ne respecteraient pas les règles budgétaires. Elle considère qu'il n'existe plus de véritable marge de négociation à l'intérieur du cadre européen actuel.

12. Conclusion de Jean-Pierre Escaffre

JPE conclut en replaçant les débats dans une perspective historique. Selon lui, l'histoire européenne moderne s'est structurée autour des rapports de force entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Il estime que l'Allemagne poursuit aujourd'hui encore une logique d'expansion économique vers l'Est. Dans ce contexte, il considère que la France se trouve affaiblie, ce qui se traduit par un recul de ses relations internationales et une perte d'influence en Afrique, un isolement diplomatique et une dépendance économique accrue. Il affirme que seule une reconstruction de la souveraineté économique, politique et industrielle pourrait permettre au pays de retrouver une position de force.

14. Conclusion générale

Patrice clôt la réunion. Il remercie les intervenants et les participants. Il constate que tous s'accordent sur l'existence d'un « carcan » paralysant la France. Il appelle à poursuivre le travail théorique, le travail l'éducation populaire, les échanges entre mouvements souverainistes et des initiatives communes. Il conclut en exprimant le

souhait que cette discussion ait une suite et permette de renforcer les coopérations entre les différents groupes présents.